

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203348]

**9 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les articles 19 et 119ter, ainsi que l'annexe III, du Code de la Fonction publique wallonne en ce qui concerne les diplômes et certificats pris en considération pour l'admission dans les services du Gouvernement wallon, y compris les certifications professionnelles délivrées par les opérateurs publics**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 20 décembre 2018;

Vu le protocole de négociation n° 761 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 29 mars 2019;

Vu le rapport du 12 décembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 3 avril 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique et du Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « ou autre titre » sont insérés entre les mots « certificat d'études » et « en rapport »;

2° les alinéas 2 et 3, insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014, sont remplacés par ce qui suit :

« Dans les cas prévus et selon les conditions fixées par l'annexe III, le Gouvernement peut accorder par une décision motivée une dérogation à la condition de diplômes, de certificats d'études ou autres titres visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, aux candidats porteurs d'un diplôme, certificat d'études ou autre titre d'un niveau inférieur, dans le cas d'une pénurie sur le marché du travail. L'appel aux candidats fait mention de la dérogation. ».

**Art. 2.** Dans l'article 119ter du même arrêté, l'alinéa 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Un agent des niveaux B et C peut également exercer une fonction autre que celle pour laquelle il a été recruté à condition qu'il soit porteur d'une ou plusieurs certifications professionnelles correspondant à la fonction visée et correspondant au niveau de l'emploi, conformément à l'annexe III. ».

**Art. 3.** A l'annexe III du même arrêté, modifiée par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 février 2007, 27 mars 2009 et 24 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le chapitre I<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE I<sup>er</sup>.

Les diplômes et certificats qui peuvent être pris en considération pour l'admission dans les services du Gouvernement wallon selon les niveaux sont les suivants :

*NIVEAU A.*

1° les diplômes de master, de médecin et de médecin vétérinaire délivrés au terme d'études de base de deuxième cycle par une université, une Haute Ecole, une Ecole supérieure des Arts ou un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale conformément au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, ou délivrés par un jury de la Communauté française conformément au même décret;

2° le diplôme de docteur délivré par une université conformément au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

3° les diplômes de grades équivalents aux grades visés aux 1° et 2° délivrés en application de législations de la Communauté française ou nationales antérieures;

4° les diplômes de grades équivalents aux grades visés aux 1° et 2° délivrés en application de la législation de la Communauté germanophone, de la Communauté flamande ou de l'Etat fédéral. Peuvent notamment être pris en considération les diplômes délivrés par l'Ecole royale militaire donnant droit au titre d'ingénieur civil, de licencié ou de master en vertu de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur;

5° les certifications professionnelles délivrées par les opérateurs publics belges de formation ou de validation des compétences qui sont positionnées au niveau 7 au moins du cadre des certifications institué par les autorités compétentes en exécution de la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, ou avec les recommandations postérieures qui la remplacent;

6° sur décision du Gouvernement, les diplômes, certificats d'études ou autres titres admis pour l'accès au niveau B s'ils sont complétés par une autorisation d'accès au niveau A délivrée sur la base d'une validation des acquis de l'expérience, conformément à la procédure et aux conditions arrêtées par le Gouvernement.

*NIVEAU B.*

1° le diplôme de bachelier délivré au terme d'études de base de type court par une université, une Haute Ecole, une Ecole supérieure des Arts ou un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale conformément au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, ou délivré par un jury de la Communauté française conformément au même décret;

2° les diplômes de grades équivalents au grade visé au 1° délivrés en application de législations de la Communauté française ou nationales antérieures;

Le grade de candidat sanctionnant des études de base de type court de deux ans est considéré comme équivalent au grade de bachelier;

3° les diplômes de grades équivalents au grade visé au point 1° délivrés en application de la législation de la Communauté germanophone, de la Communauté flamande ou de l'Etat fédéral. Sont notamment admis les diplômes délivrés par l'Ecole royale militaire donnant droit au titre de candidat ingénieur civil, de candidat ou de bachelier en vertu de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur;

4° les certifications professionnelles délivrées par les opérateurs publics belges de formation ou de validation des compétences qui sont positionnées au niveau 5 au moins du cadre des certifications institué par les autorités compétentes en exécution de la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, ou avec les recommandations postérieures qui la remplacent.

Tant qu'ils ne sont pas positionnés dans le cadre des certifications, sont assimilés à des certifications professionnelles positionnées au niveau 5 au moins :

a) le diplôme obtenu dans la filière de coordination et d'encadrement visée dans le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance pour les indépendants et petites et moyennes entreprises, à la condition que le certificat d'enseignement secondaire supérieur ait été exigé pour l'inscription à la formation;

b) le diplôme de chef d'entreprise délivré en application de l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, à la condition que le certificat d'enseignement secondaire supérieur ait été exigé pour l'inscription à la formation;

5° les diplômes, certificats d'études ou autres titres qui peuvent être pris en considération pour l'admission au niveau A;

6° sur décision du Gouvernement, les diplômes, certificats d'études ou autres titres admis pour l'accès au niveau C s'ils sont complétés par une autorisation d'accès au niveau B délivrée sur la base d'une validation des acquis de l'expérience, conformément à la procédure et aux conditions arrêtées par le Gouvernement.

*NIVEAU C.*

1° le certificat d'enseignement secondaire supérieur visé par l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, délivré par un établissement d'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale, par un centre d'éducation et de formation en alternance ou par un jury de la Communauté française;

2° le certificat d'études de sixième année professionnelle visé par l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, délivré par un établissement d'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale, par un centre d'éducation et de formation en alternance ou par un jury de la Communauté française;

3° le certificat de qualification visé par l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, délivré par un établissement d'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale ou par un centre d'éducation et de formation en alternance;

4° le diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur délivré par un jury de la Communauté française en application du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire;

5° les diplômes et certificats équivalents aux certificats visés aux 1° à 4° délivrés en application de législations de la Communauté française ou nationales antérieures;

6° les diplômes et certificats équivalents aux certificats visés aux 1° à 4° délivrés en application de la législation de la Communauté germanophone, de la Communauté flamande ou de l'Etat fédéral;

7° les certifications professionnelles délivrées par les opérateurs publics belges de formation ou de validation des compétences qui sont positionnées au niveau 3 au moins du cadre des certifications institué par les autorités compétentes en exécution de la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, ou avec les recommandations postérieures qui la remplacent.

Tant qu'ils ne sont pas positionnés dans le cadre des certifications, sont assimilés à des certifications professionnelles positionnées au niveau 3 au moins du cadre des certifications les certificats d'apprentissage délivrés en application de l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne.

Tant qu'ils ne sont pas positionnés dans le cadre des certifications, sont assimilés à des certifications professionnelles positionnées au niveau 3 au moins du cadre des certifications :

a) le diplôme obtenu dans la filière de coordination et d'encadrement visée dans le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance pour les indépendants et petites et moyennes entreprises, si le certificat d'enseignement secondaire supérieur n'est pas exigé pour l'inscription à la formation;

b) le diplôme de chef d'entreprise délivré en application de l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, si le certificat d'enseignement secondaire supérieur n'est pas exigé pour l'inscription à la formation;

8° les diplômes, certificats d'études ou autres titres qui peuvent être pris en considération pour l'admission aux niveaux A et B;

9° sur décision du Gouvernement, les certificats d'enseignement secondaire du deuxième degré et les certificats d'enseignement secondaire inférieur ou les certifications professionnelles délivrées par les opérateurs publics belges de formation et de validation des compétences qui sont positionnées au niveau 2 du cadre des certifications institué par les autorités compétentes en exécution de la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, ou avec les recommandations postérieures qui la remplacent, s'ils sont complétés par une autorisation d'accès au niveau C délivrée sur la base d'une validation des acquis de l'expérience, conformément à la procédure et aux conditions arrêtées par le Gouvernement;

*NIVEAU D.*

Aucun diplôme ou certificat d'études n'est requis, sans préjudice de la possibilité d'exiger la possession de diplômes ou certificats d'études particuliers pour l'accès à certains emplois lorsque cette condition est justifiée par le caractère technique ou spécialisé du métier ou de la fonction.

Sauf dans les cas visés au point 4°, alinéa 2, du niveau B et au point 7°, alinéas 2 et 3, du niveau C, toute certification professionnelle qui n'était pas encore positionnée au moment où le document qui l'atteste a été établi est prise en considération à partir du moment où elle est positionnée à un niveau du cadre des certifications institué par les autorités compétentes en exécution de la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, ou avec les recommandations postérieures qui la remplacent.

Par certification professionnelle au sens de la présente annexe, il faut entendre une certification constituée d'un ensemble cohérent et significatif d'acquis d'apprentissage visant la poursuite de formation, l'insertion ou le maintien sur le marché de l'emploi ou la spécialisation professionnelle. »;

2° le chapitre II est complété par le paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Sont également admises, les certifications professionnelles équivalentes délivrées par des opérateurs publics européens de formation ou de validation des compétences si elles sont positionnées au niveau requis du cadre des certifications institué par les autorités compétentes en exécution de la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, ou avec les recommandations postérieures qui la remplacent. ».

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** La Ministre de la Fonction publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,  
P.-Y. JEHOLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203348]

**9. MAI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Artikel 19 und 119ter sowie des Anhangs III des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, was die Diplome und Zeugnisse betrifft, die für die Zulassung in die Dienststellen der Wallonischen Regierung gültig sind, einschließlich der beruflichen Zeugnisse, die von öffentlichen Anbietern**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 20. Dezember 2018 gegebenen Einverständnisses der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 29. März 2019 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 761 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des Berichts vom 12. Dezember 2018, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 3. April 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Stellungnahme innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben worden ist;  
Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;  
Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst und des Ministers für Beschäftigung und Ausbildung;  
Nach Beratung,  
Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wird folgendermaßen abgeändert:

1° in Absatz 1 Ziffer 5, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden die Wörter "oder sonstigen Nachweises" zwischen die Wörter "oder Studienzeugnisses" und "sein" eingefügt;

2° die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 eingefügten Absätze 2 und 3 werden durch folgende Bestimmung ersetzt:

"In den in Anhang III vorgesehenen Fällen und nach den dort festgelegten Bedingungen kann die Regierung im Falle eines Mangels an Arbeitskräften zugunsten der Bewerber, die ein Diplom, ein Studienzeugnis oder einen sonstigen Nachweis eines niedrigeren Niveaus besitzen, eine Abweichung von der Voraussetzung gemäß Absatz 1 Ziffer 5 in Bezug auf den Besitz eines Diploms, Studienzeugnisses bzw. sonstigen Nachweises durch einen mit Gründen zu versehenen Beschluss zulassen. Diese Abweichung wird in dem Aufruf an die Bewerber angeführt".

**Art. 2** - In Artikel 119<sup>ter</sup> desselben Erlasses wird Absatz 2, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014, durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Ein Bediensteter der Dienststufe B oder C darf ebenfalls ein anderes Amt ausüben als dasjenige, für das er angeworben wurde, vorausgesetzt, dass er über einen oder mehrere beruflichen Zeugnisse verfügt, die dem betreffenden Amt und dem Niveau der Stelle entsprechen, gemäß Anhang III."

**Art. 3** - In dem Anhang III zu demselben Erlass, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, 27. März 2009 und 24. April 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Kapitel I wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"KAPITEL I.

Die Diplome und Zeugnisse, die für die Zulassung in die Dienststellen der Wallonischen Regierung gültig sind, sind je nach Stufe die Folgenden:

#### *DIENSTSTUFE A.*

1° die Diplome als Master, Arzt und Tierarzt, die von einer Universität, einer Hochschule, einer Hochschule der Künste oder einer Lehranstalt des Hochschulwesens für den Fortbildungsunterricht am Abschluss von Grundstudien des zweiten Zyklus im Sinne des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Landschaft des Hochschulunterrichts und der akademischen Organisation der Studiengänge, oder von einem Prüfungsausschuss der Französischen Gemeinschaft im Sinne desselben Dekrets ausgestellt werden;

2° das Doktordiplom, das von einer Universität im Sinne des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Landschaft des Hochschulunterrichts und der akademischen Organisation der Studiengänge ausgestellt wird;

3° die Diplome für einen Grad, der mit den unter Ziffer 1 und 2 genannten Graden gleichwertig ist, und in Anwendung von früheren Rechtsvorschriften der Französischen Gemeinschaft oder früheren nationalen Rechtsvorschriften ausgestellt wurden;

4° die Diplome für einen Grad, der mit den unter Ziffer 1 und 2 genannten Graden gleichwertig ist, und in Anwendung der Gesetzgebung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Flämischen Gemeinschaft oder des Föderalstaats ausgestellt werden. Die von der Königlichen Militärschule ausgestellten Diplome, die kraft des Gesetzes vom 11. September 1933 über den Schutz der Titel des Hochschulunterrichts berechtigen, den Titel des Zivilingenieurs, des Lizenziaten oder des Masters zu führen, können insbesondere als gültig erachtet werden;

5° die beruflichen Zeugnisse, die von belgischen öffentlichen Ausbildungsanbietern oder Stellen für die Bescheinigung der Kompetenzen ausgestellt werden, und mindestens der Stufe 7 des Qualifikationsrahmens entsprechen, den die zuständigen Behörden in Ausführung der Empfehlung des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2008 zur Einrichtung eines europäischen Bezugsrahmens für die Qualitätssicherung in der beruflichen Aus- und Weiterbildung, oder späterer Empfehlungen zum Ersatz der vorgenannten, eingerichtet haben;

6° auf Beschluss der Regierung, die für den Zugang zur Dienststufe B gültigen Diplome, Studienzeugnisse oder sonstigen Nachweise, sofern ihnen eine Zugangsberechtigung zur Dienststufe A beigelegt wird, die aufgrund einer Anerkennung der Vorkenntnisse nach den von der Regierung festgelegten Verfahren und Bedingungen ausgestellt worden ist.

#### *DIENSTSTUFE B.*

1° das Diplom als Bachelor, das von einer Universität, einer Hochschule, einer Hochschule der Künste oder einer Lehranstalt des Hochschulwesens für den Fortbildungsunterricht am Abschluss von Grundstudien kurzer Studiendauer im Sinne des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Landschaft des Hochschulunterrichts und der akademischen Organisation der Studiengänge, oder von einem Prüfungsausschuss der Französischen Gemeinschaft im Sinne desselben Dekrets ausgestellt wird;

3° die Diplome für einen Grad, der mit dem in Ziffer 1 genannten Grad gleichwertig ist, die in Anwendung von früheren Rechtsvorschriften der Französischen Gemeinschaft oder früheren nationalen Rechtsvorschriften ausgestellt wurden;

Der Grad des Kandidaten am erfolgreichen Abschluss von Grundstudien kurzer Studiendauer (zwei Jahre) gilt als mit dem Grad des Bachelors gleichwertig;

3° die Diplome für einen Grad, der mit dem unter Ziffer 1 genannten Grad gleichwertig ist, und in Anwendung der Gesetzgebung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Flämischen Gemeinschaft oder des Föderalstaats ausgestellt werden. Die von der Königlichen Militärschule ausgestellten Diplome, die kraft des Gesetzes vom 11. September 1933 über den Schutz der Titel des Hochschulunterrichts berechtigen, den Titel des Kandidaten-Zivilingenieurs, des Kandidaten oder des Bachelors zu führen, werden insbesondere zugelassen;

4° die beruflichen Zeugnisse, die von belgischen öffentlichen Ausbildungsanbietern oder Stellen für die Bescheinigung der Kompetenzen ausgestellt werden, und mindestens der Stufe 5 des Qualifikationsrahmens entsprechen, den die zuständigen Behörden in Ausführung der Empfehlung des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2008 zur Einrichtung eines europäischen Bezugsrahmens für die Qualitätssicherung in der beruflichen Aus- und Weiterbildung, oder späterer Empfehlungen zum Ersatz der vorgenannten, eingerichtet haben.

Die folgenden Diplome entsprechen mindestens beruflichen Zeugnissen der Stufe 5, solange ihnen keine Position im Qualifikationsrahmen zugeteilt worden ist:

a) das im Ausbildungsweg für Koordination und Führung im Sinne des Dekrets vom 17. Juli 2003 zur Gründung des Wallonischen Instituts für die alternierende Ausbildung der Freiberufler und der Klein- und Mittelbetriebe ("Institut wallon de Formation en alternance et des indépendants et des PME") erlangte Diplom, unter der Voraussetzung, dass das Zeugnis der oberen Sekundarstufe für die Einschreibung zur Ausbildung verlangt worden ist;

b) das Diplom als Unternehmensleiter, das in Anwendung des am 20. Februar 1995 von der Französischen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Kooperationsabkommens über die Weiterbildung für den Mittelstand und die Klein- und Mittelbetriebe und die Aufsicht des Instituts für ständige Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen ("Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises") ausgestellt wird, unter der Voraussetzung, dass das Zeugnis der oberen Sekundarstufe für die Einschreibung zur Ausbildung verlangt worden ist;

5° die Diplome, Studienzeugnisse oder sonstigen Nachweise, die für die Zulassung zur Stufe A gültig sind;

6° auf Beschluss der Regierung, die für den Zugang zur Dienststufe C gültigen Diplome, Studienzeugnisse oder sonstigen Nachweise, sofern ihnen eine Zugangsberechtigung zur Dienststufe B beigelegt wird, die aufgrund einer Anerkennung der Vorkenntnisse nach den von der Regierung festgelegten Verfahren und Bedingungen ausgestellt worden ist.

#### *DIENSTSTUFE C.*

1° das Zeugnis der oberen Sekundarstufe im Sinne des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 1984 über die Organisation des Sekundarunterrichts, das von einer Vollzeit- oder Weiterbildungslehranstalt, einem Zentrum für die Erziehung und alternierende Ausbildung oder einem Prüfungsausschuss der Französischen Gemeinschaft ausgestellt wird;

2° das Studienzeugnis des sechsten Jahres des beruflichen Unterrichts im Sinne des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 1984 über die Organisation des Sekundarunterrichts, das von einer Vollzeit- oder Weiterbildungslehranstalt, einem Zentrum für die Erziehung und alternierende Ausbildung oder einem Prüfungsausschuss der Französischen Gemeinschaft ausgestellt wird;

3° der Befähigungsnachweis im Sinne des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 1984 über die Organisation des Sekundarunterrichts, das von einer Vollzeit- oder Weiterbildungslehranstalt, einem Zentrum für die Erziehung und alternierende Ausbildung oder einem Prüfungsausschuss der Französischen Gemeinschaft ausgestellt wird;

4° das Zeugnis über die Befähigung zum Hochschulunterricht, das in Anwendung des Dekrets vom 27. Oktober 2016 zur Organisation der Prüfungsausschüsse des ordentlichen Sekundarunterrichts der Französischen Gemeinschaft von einem Prüfungsausschuss der Französischen Gemeinschaft ausgestellt wird;

5° die Diplome und Zeugnisse, die mit den in Ziffer 1 bis 4 genannten Zeugnissen gleichwertig sind, und in Anwendung von früheren Rechtsvorschriften der Französischen Gemeinschaft oder früheren nationalen Rechtsvorschriften ausgestellt wurden;

6° die Diplome und Zeugnisse, die mit den in Ziffer 1 bis 4 genannten Zeugnissen gleichwertig sind, und in Anwendung der Gesetzgebung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Flämischen Gemeinschaft oder des Föderalstaats ausgestellt werden;

7° die beruflichen Zeugnisse, die von belgischen öffentlichen Ausbildungsanbietern oder Stellen für die Bescheinigung der Kompetenzen ausgestellt werden, und mindestens der Stufe 3 des Qualifikationsrahmens entsprechen, den die zuständigen Behörden in Ausführung der Empfehlung des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2008 zur Einrichtung eines europäischen Bezugsrahmens für die Qualitätssicherung in der beruflichen Aus- und Weiterbildung, oder späterer Empfehlungen zum Ersatz der vorgenannten, eingerichtet haben.

Die in Anwendung des am 20. Februar 1995 von der Französischen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Kooperationsabkommens über die Weiterbildung für den Mittelstand und die Klein- und Mittelbetriebe und die Aufsicht des Instituts für ständige Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen ("Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises") ausgestellten Lehrbescheinigungen entsprechen mindestens beruflichen Zeugnissen der Stufe 3, solange ihnen keine Position im Qualifikationsrahmen zugeteilt worden ist.

Die folgenden Diplome entsprechen mindestens beruflichen Zeugnissen der Stufe 3, solange ihnen keine Position im Qualifikationsrahmen zugeteilt worden ist:

a) das im Ausbildungsweg für Koordination und Führung im Sinne des Dekrets vom 17. Juli 2003 zur Gründung des Wallonischen Instituts für die alternierende Ausbildung der Freiberufler und der Klein- und Mittelbetriebe ("Institut wallon de Formation en alternance et des indépendants et des PME") erlangte Diplom, wenn das Zeugnis der oberen Sekundarstufe für die Einschreibung zur Ausbildung nicht verlangt wird;

b) das Diplom als Unternehmensleiter, das in Anwendung des am 20. Februar 1995 von der Französischen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Kooperationsabkommens über die Weiterbildung für den Mittelstand und die Klein- und Mittelbetriebe und die Aufsicht des Instituts für ständige Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen ("Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises") ausgestellt wird, wenn das Zeugnis der oberen Sekundarstufe für die Einschreibung zur Ausbildung nicht verlangt wird;

8° die Diplome, Studienzeugnisse oder sonstigen Nachweise, die für die Zulassung zu den Stufen A und B gültig sind;

9° auf Beschluss der Regierung, die Abschlusszeugnisse der zweiten Stufe des Sekundarunterrichts und die Zeugnisse der Unterstufe des Sekundarunterrichts oder die beruflichen Zeugnisse, die von belgischen öffentlichen Ausbildungsanbietern oder Stellen für die Bescheinigung der Kompetenzen ausgestellt werden, und mindestens der Stufe 2 des Qualifikationsrahmens entsprechen, den die zuständigen Behörden in Ausführung der Empfehlung des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2008 zur Einrichtung eines europäischen Bezugsrahmens für die Qualitätssicherung in der beruflichen Aus- und Weiterbildung, oder späterer Empfehlungen zum Ersatz der vorgenannten, eingerichtet haben, sofern ihnen eine Zugangsberechtigung zur Dienststufe C beigelegt wird, die aufgrund einer Anerkennung der Vorkenntnisse nach den von der Regierung festgelegten Verfahren und Bedingungen ausgestellt worden ist;

*DIENSTSTUFE D.*

Kein Diplom oder Abschlusszeugnis wird verlangt, unter Vorbehalt der Möglichkeit, für den Zugang zu bestimmten Stellen den Besitz besonderer Diplome oder Zeugnisse nachzuweisen, wenn diese Bedingung wegen des technischen oder spezialisierten Charakters des Berufs oder der Funktion begründet ist.

Außer in den unter der Dienststufe B, Ziffer 4 Absatz 2 und unter der Dienststufe C, Ziffer 7 Absätze 2 und 3 genannten Fällen wird jedes berufliche Zeugnis, dem zum Zeitpunkt der Ausstellung des Dokuments zur Bescheinigung des Zeugnisses, noch keine Position im Qualifikationsrahmen, den die zuständigen Behörden in Ausführung der Empfehlung des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2008 zur Einrichtung eines europäischen Bezugsrahmens für die Qualitätssicherung in der beruflichen Aus- und Weiterbildung, oder späterer Empfehlungen zum Ersatz der vorgenannten, eingerichtet haben, zugeteilt worden ist, ab der Zuteilung dieser Position berücksichtigt.

Als berufliches Zeugnis im Sinne des vorliegenden Anhangs gilt jedes Zeugnis, das auf einer kohärenten und relevanten Gesamtheit von Lernergebnissen beruht, die auf die Weiterbildung, die Integration in den oder Aufrechterhaltung in dem Arbeitsmarkt oder die berufliche Spezialisierung abzielen.“;

2° das Kapitel II wird um einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“ § 4. Die gleichwertigen beruflichen Zeugnisse, die von europäischen öffentlichen Ausbildungsanbietern oder Stellen für die Bescheinigung der Kompetenzen ausgestellt werden, werden ebenfalls zugelassen, wenn ihre Position im Qualifikationsrahmen, den die zuständigen Behörden in Ausführung der Empfehlung des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2008 zur Einrichtung eines europäischen Bezugsrahmens für die Qualitätssicherung in der beruflichen Aus- und Weiterbildung, oder späterer Empfehlungen zum Ersatz der vorgenannten, der erforderlichen Stufe entspricht.“

**Art. 4** - Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist beginnend ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

**Art. 5** - Die Ministerin für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Mai 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,  
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung  
A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,  
Beschäftigung und Ausbildung  
P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203348]

**9 MEI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de artikelen 19 en 199ter, evenals van bijlage III, van de Waalse Ambtenarencode wat betreft de diploma's en getuigschriften die in overweging worden genomen voor de toelating in de diensten van de Waalse Regering, met inbegrip van de beroepsgetuigschriften uitgereikt door de publieke operatoren**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 december 2018;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 761 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 29 maart 2019;

Gelet op het rapport van 12 december 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 3 april 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, 5°, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 worden de woorden "of een andere titel" ingevoegd tussen de woorden "een studiegetuigschrift" en de woorden "dat in verband staat tot";

2° de leden 2 en 3, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014, worden vervangen door wat volgt :

"In de voorziene gevallen en volgens de voorwaarden bepaald bij bijlage III kan de Regering bij een met redenen omklede beslissing een afwijking van het vereiste inzake diploma's, studiegetuigschriften of andere titels bedoeld in het eerste lid, 5°, toestaan aan de kandidaten houders van een diploma, een studiegetuigschrift of een andere titel van een lager niveau, in het geval van arbeidsmarktekorten. In de oproep tot kandidaten wordt elke afwijking vermeld."

**Art. 2.** In artikel 119<sup>ter</sup> van hetzelfde besluit, wordt lid 2, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014, vervangen door wat volgt :

Een ambtenaar van de niveaus B en C kan eveneens een ander ambt uitoefenen dan datgene waarvoor hij aangeworven is op voorwaarde dat hij houder is van één of meerdere beroepsgetuigschriften dat/die overeenstemt (-stemmen) met het bedoeld ambt, en met het niveau van de betrekking, overeenkomstig bijlage III. ».

**Art. 3.** In bijlage III bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 februari 2007, 27 maart 2009 en 24 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° hoofdstuk 1 wordt vervangen als volgt :

"HOOFDSTUK I.

De diploma's en getuigschriften die in aanmerking worden genomen voor de toegang tot de diensten van de Waalse Regering volgens de niveaus, zijn de volgende :

*NIVEAU A*

1° de diploma's master, geneesheer of veearts, na afloop van basisstudies van de tweede cyclus uitgereikt door een universiteit, een hoge school, een hoge school voor kunsten of een inrichting voor hoger onderwijs via sociale promotie overeenkomstig het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, of uitgereikt door een examencommissie van de Franse Gemeenschap overeenkomstig hetzelfde decreet;

2° het diploma van doctor, uitgereikt door een universiteit overeenkomstig het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

3° de diploma's van graden gelijkwaardig aan de graden bedoeld onder 1° en 2°, uitgereikt overeenkomstig vroegere wetgevingen van de Franse Gemeenschap of nationale wetgevingen;

4° diploma's gelijkwaardig aan met de onder 1° en 2° bedoelde diploma's uitgereikt overeenkomstig de wetgeving van de Duitstalige Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de federale Staat. Met name kunnen in overweging worden genomen, de diploma's uitgereikt door de Koninklijke Militaire School recht gevend op de titel van burgerlijk ingenieur, licentiaat of master krachtens de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van het hoger onderwijs;

5° de beroepsgetuigschriften uitgereikt door de Belgische publieke opleidingenverstrekkers of operatoren inzake de validering van competenties die minstens niveau 7 bekleden in het certificatiekader ingesteld door de bevoegde overheden ter uitvoering van de aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een leven lang leren, of met de plaatsvervangende aanbevelingen;

6° op beslissing van de Regering, de diploma's, studiegetuigschriften of andere titels die worden toegelaten voor de toegang tot het niveau B als ze worden aangevuld met een machtiging dat toegang geeft tot het niveau A verleend op basis van een erkenning van verworven ervaring overeenkomstig de procedure en de voorwaarden bepaald door de Waalse Regering.

*NIVEAU B*

1° het diploma bachelor, na afloop van basisstudies van het korte type uitgereikt door een universiteit, een hoge school, een hoge school voor kunsten of een inrichting voor hoger onderwijs via sociale promotie overeenkomstig het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, of uitgereikt door een examencommissie van de Franse Gemeenschap overeenkomstig hetzelfde decreet;

2° de diploma's van graden gelijkwaardig aan de graden bedoeld onder 1°, uitgereikt overeenkomstig vroegere wetgevingen van de Franse Gemeenschap of nationale wetgevingen.

De graad van kandidaat ter bekrachtiging van de basisstudies van het korte type van twee jaar wordt als gelijkwaardig beschouwd aan de graad van bachelor;

3° de diploma's gelijkwaardig aan met de onder 1° bedoelde diploma's uitgereikt overeenkomstig de wetgeving van de Duitstalige Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de federale Staat. Met name kunnen toegelaten worden genomen, de diploma's uitgereikt door de Koninklijke Militaire School recht gevend op de titel van burgerlijk ingenieur, licentiaat of master krachtens de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van het hoger onderwijs;

4° de beroepsgetuigschriften uitgereikt door Belgische publieke opleidingenverstrekkers of operatoren inzake de validering van competenties die minstens niveau 5 bekleden in het certificatiekader ingesteld door de bevoegde overheden ter uitvoering van de aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een leven lang leren, of met de plaatsvervangende aanbevelingen.

Voor zover ze geen plaats bekleden in het certificatiekader worden gelijkgesteld met beroepscertificaties die minstens niveau 5 bekleden:

a) het diploma verkregen in de vormingsfilière coördinatie en omkadering bedoeld in het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een Waals Instituut voor alternerende opleidingen voor zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen, op voorwaarde dat het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs vereist is bij de inschrijving voor de opleiding;

b) het diploma bedrijfsleider, uitgereikt overeenkomstig het samenwerkingsakkoord voor de permanente vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het Instituut voor permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, op 20 februari 1995 gesloten door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, op voorwaarde dat het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs vereist is bij de inschrijving voor de opleiding;

5° de diploma's, studiegetuigschriften of andere titels die in overweging genomen kunnen worden voor de toelating tot het niveau A;

6° op beslissing van de Regering, de diploma's, studiegetuigschriften of andere titels die worden toegelaten voor de toegang tot het niveau C als ze worden aangevuld met een machtiging dat toegang geeft tot het niveau B verleend op basis van een erkenning van verworven ervaring overeenkomstig de procedure en de voorwaarden bepaald door de Waalse Regering.

#### NIVEAU C.

1° het getuigschrift hoger secundair onderwijs bedoeld bij het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, uitgereikt door een onderwijsinrichting met volledig leerplan of van sociale promotie, door een centrum voor alternerend leren en opleiden of door een examencommissie van de Franse Gemeenschap;

2° het getuigschrift zesde beroepsleerjaar bedoeld bij het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, uitgereikt door een onderwijsinrichting met volledig leerplan of van sociale promotie, door een centrum voor alternerend leren en opleiden of door een examencommissie van de Franse Gemeenschap;

3° het kwalificatiegetuigschrift bedoeld bij het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, uitgereikt door een onderwijsinrichting met volledig leerplan of van sociale promotie, door een centrum voor alternerend leren en opleiden;

4° het bekwaamheidsdiploma voor de toegang tot het hoger onderwijs, uitgereikt door een examencommissie van de Franse Gemeenschap overeenkomstig het decreet van 27 oktober 2016 houdende organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs;

5° de diploma's en getuigschriften van graden gelijkwaardig aan de graden bedoeld onder 1° tot 4°, uitgereikt overeenkomstig vroegere wetgevingen van de Franse Gemeenschap of nationale wetgevingen;

6° de diploma's en getuigschriften gelijkwaardig aan met de onder 1° tot 4° bedoelde diploma's uitgereikt overeenkomstig de wetgeving van de Duitstalige Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de federale Staat;

7° de beroepsgetuigschriften uitgereikt door de Belgische publieke opleidingenverstrekkers of operatoren inzake de validering van competenties die minstens niveau 3 bekleden in het certificatiekader ingesteld door de bevoegde overheden ter uitvoering van de aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een leven lang leren, of met de plaatsvervangende aanbevelingen.

Voor zover ze geen plaats bekleden in het certificatiekader, worden gelijkgesteld met beroepscertificaties die een plaats bekleden op niveau 3 van het certificatiekader, de leergetuigschriften uitgereikt overeenkomstig het samenwerkingsakkoord voor de permanente vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het Instituut voor permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, op 20 februari 1995 gesloten door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

Voor zover ze geen plaats bekleden in het certificatiekader worden gelijkgesteld met beroepscertificaties die minstens niveau 3 in het certificatiekader bekleden:

a) het diploma verkregen in de vormingsfilière coördinatie en omkadering bedoeld in het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een Waals Instituut voor alternerende opleidingen voor zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen, op voorwaarde dat het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs vereist is bij de inschrijving voor de opleiding;

b) het diploma bedrijfsleider, uitgereikt overeenkomstig het samenwerkingsakkoord voor de permanente vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het Instituut voor permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, op 20 februari 1995 gesloten door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, op voorwaarde dat het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs vereist is bij de inschrijving voor de opleiding;

8° de diploma's, studiegetuigschriften of andere titels die in overweging genomen kunnen worden voor de toelating tot de niveaus A en B;

9° op beslissing van de Regering, de getuigschriften secundair onderwijs van de tweede graad en de getuigschriften van het lager secundair onderwijs en de beroepscertificaties uitgereikt door de Belgische publieke operatoren inzake vorming en validering van de competenties die een plaats op niveau 2 bekleden in het certificatiekader ingesteld bij de bevoegde overheden ter uitvoering van de aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een leven lang leren, of met de plaatsvervangende aanbevelingen, als ze aangevuld worden met een toelating tot toegang tot het niveau C uitgereikt op grond van een validering van de verworven ervaring, overeenkomstig de procedure en de voorwaarden vastgesteld door de Regering;

#### NIVEAU D.

Er wordt geen enkel diploma of studiegetuigschrift vereist, onverminderd de mogelijkheid om het bezit te eisen van particuliere diploma's of studiegetuigschriften voor de toegang tot bepaalde betrekkingen wanneer deze voorwaarde verantwoord wordt door het technisch of gespecialiseerd karakter van het beroep of het ambt.

Behoudens in de gevallen bedoeld in punt 4°, lid 2, van het niveau B en in punt 7°, leden 2 en 3, van het niveau C, iedere beroepscertificatie die nog geen enkele plaats bekleedde op het tijdstip waarop het bewijsdocument is vastgesteld en in aanmerking is genomen vanaf het ogenblik waarop genoemde certificatie een plaats heeft ingenomen in het certificatiekader ingesteld bij de bevoegde overheden ter uitvoering van de aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een leven lang leren, of met de plaatsvervangende aanbevelingen.

Onder beroepscertificatie in de zin van huidige bijlage dient een certificatie te worden verstaan, bestaande uit een samenhangende en significant geheel van verworven leerproces met het oog op het vervolgen van de vorming, de inschakeling of het behoud of de arbeidsmarkt of de beroepsspecialisatie.”;

2° hoofdstuk II wordt aangevuld met paragraaf 4, luidend als volgt:

” § 4. Worden eveneens toegelaten, de gelijkwaardige beroepscertificaties uitgereikt door Europese publieke operatoren inzake vorming of validering van de competenties indien ze een plaats bekleden op het vereiste niveau van het certificatiekader ingesteld door de bevoegde overheden ter uitvoering van de aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een leven lang leren, of met de plaatsvervangende aanbevelingen.”.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 5.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 mei 2019.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken  
en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET